



**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

C.C.A.P. N°24018 du 22/05/2024

CNRS - Délégation Ile de France Gif sur Yvette
Pôle Achats
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif sur Yvette

Objet de la procédure :

La collecte, la valorisation, le traitement des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels banals, du biodéchets, du verre, du plastique, du cartons et papier, produits par les unités du campus CNRS de GIF sur Yvette et du Centre de nanosciences et nanotechnologies (C2N) situé à Palaiseau ainsi que la mise à disposition, de conteneurs, de bornes de recyclages et de bennes.

Acheteur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Le Délégué régional pour la Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Bénéficiaires : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Délégation Ile de France Gif sur Yvette – Service Technique et Logistique à Gif sur Yvette et l'unité C2N à Palaiseau.

Table des matières

Lexique.....	5
1. <i>OBJET DE L'ACCORD CADRE</i>	6
2. <i>PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES</i>	6
3. <i>DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE</i>	7
4. <i>DURÉE DE L'ACCORD CADRE</i>	8
4.1. Reconduction	8
5. <i>CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES</i>	8
5.1. Obligation de confidentialité	8
5.2. Protection des données à caractère personnel	8
6. <i>ASSURANCES</i>	10
7. <i>VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE</i>	10
8. <i>PRIX</i>	10
8.1 Contenu du prix.....	10
8.2 Modalités de variation des prix	11
8.3 Evolutivité du bordereau de prix unitaires	12
8.4 Dispositions financières diverses	12
8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
9. <i>MODALITES DE PAIEMENT</i>	12
9.1 Avance.....	12
9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures.....	13
9.3 Délais de paiement	14
9.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	15
10. <i>MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</i>	15
10.1 Réunion de lancement	15
10.2 Période de préparation pour la réalisation des prestations de l'accord cadre	15
10.3 Organisation des prestations	15
10.4 Les intervenants de l'accord cadre	16
10.5 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques	16
10.6 Lieu de livraison	17

10.7 Modalités de passation des commandes :	17
10.8 Clause de réexamen.....	17
10.9 Clauses de sureté	18
11. <i>CLAUSE SOCIALE</i>	18
11.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi.....	18
12. <i>CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</i>	23
13. <i>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</i>	23
13.1 opérations de vérification.....	23
13.2 Déroulement des opérations de vérification.....	23
13.3 Décision après vérification.....	23
14. <i>MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION</i>	24
14.1 Modifications techniques mineures	24
14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	24
14.2.1 Modifications mineures	24
14.2.2 Modifications majeures	24
15. <i>SOUS TRAITANCE</i>	25
15.1 Dispositions générales.....	25
15.2 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement.....	25
15.3 conditions de paiement direct du sous-traitant	26
15.4 Obligations du titulaire.....	26
16. <i>PENALITES</i>	27
17. <i>RESILIATION DE L'ACCORD CADRE</i>	29
18. <i>PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE</i>	30
18.1 Obligation de conseil	30
18.2 Obligation du titulaire	30
18.3 Respect des dispositions du code du travail	30
18.4. Documents à fournir en cours d'exécution	31
19. <i>CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</i>	31
19.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)	31
19.2 Mesures de sécurité.....	32
19.3 Certification et sécurité des personnels	32
19.4 Mesures de portée générale.....	33

<i>20. RESPONSABILITE ET GARANTIE</i>	<i>34</i>
20.1 Responsabilité.....	34
<i>21. GARANTIES FINANCIERES.....</i>	<i>34</i>
<i>22. STIPULATION PARTICULIERE</i>	<i>34</i>
<i>23. PROPRIETE INTELLECTUELLE</i>	<i>34</i>
<i>24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE.....</i>	<i>34</i>
24.1 Règlement amiable	34
24.2 Procédure contentieuse.....	34
<i>25. REDRESSEMENT JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS.....</i>	<i>35</i>
<i>26. DISPOSITIONS DIVERSES.....</i>	<i>35</i>
26.1 Cession de l'accord cadre	35
26.2. Droit applicable.....	35
26.3 Cession et nantissement	35
26.4. Mauvaise interprétation de l'accord cadre	36
<i>27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS</i>	<i>36</i>

Lexique

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations.

« **Titulaire** » : la ou les personnes co-contractantes désignées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre.

« **Acheteur** » : désigne le donneur d'ordre pour lequel l'accord cadre est exécuté. Il est responsable de la passation et du suivi d'exécution de chaque bon de commande.

« **Ordonnateur** » : désigne le Délégué régional chargé de prescrire l'exécution des dépenses.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans le présent accord cadre.

« **CCTP** » : désigne le cahier des clauses techniques particulières. Ce sont les stipulations qui donnent une description précise des prestations à réaliser.

« **Prestation** » : désigne l'ensemble des tâches prévues dans les documents de l'accord cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

« **CCAG** » : Cahier des clauses administratives générales, désigne des documents types fixant les dispositions applicables à une catégorie d'accord cadre.

« **C2N** » : désigne l'unité du Centre de nanosciences et de nanotechnologies

« **BPU** » : désigne le bordereau de prix unitaire

« **STL** » : désigne le service technique et logistique du CNRS de Gif sur Yvette

« **ZRR** » désigne une zone à régime restrictif

1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la collecte, la valorisation, le traitement des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels banals, du biodéchets, du verre, du plastique, du cartons et papier, produits par les unités du campus CNRS de GIF sur Yvette et du Centre de nanosciences et nanotechnologies (C2N) situé à Palaiseau ainsi que la mise à disposition, de conteneurs, de bornes de recyclages et de bennes

L'accord cadre comporte les prestations suivantes :

1- des prestations récurrentes définies dans le bordereau de prix unitaire (forfaitaire). Ces prestations sont à réaliser régulièrement sur les 2 sites à l'émission d'un bon de commande annuel :

Pour le site de Gif sur Yvette:

- Location de différentes bornes selon le type de déchets : JRM ; emballage plastique/métal,
- Location de containers pour les DMA, bio déchet, carton, emballage plastique/métal,
- Collecte et transport des emballages plastique/métal, cartons, biodéchets, déchets ménagers,

Pour le site du C2N à Palaiseau:

- Location de containers, collectes et transport des déchets des DMA (déchets ménagers et assimilés)

2- des prestations occasionnelles dites « variables » que le CNRS pourra être amené à demander sous la forme de bons de commande comme définies dans le bordereau de prix unitaires.

La description détaillée des prestations et leurs spécifications techniques et fonctionnelles figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES

La procédure de passation de l'accord cadre est soumise aux dispositions du code de la commande publique.

Elle est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et 1° de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une prestation de service sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-1, R2162-2, de R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable à l'accord cadre est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021, sauf pour les stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

Bien que non matériellement joint à l'accord cadre, le CCAG/FCS est réputé être parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur. Le CCAG/FCS est consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles constitutives du présent accord cadre sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et l'annexe n°1 : bordereau de prix unitaire, annexe n°2 la clause sociale
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P n°24018 du 22/05/2024
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles :
 - n°1 « plan conteneurs OM 660L »;
 - n°2 « plan conteneurs carton, bio-déchets, plastique-métaux » ,
 - n°3 « plan conteneurs papiers, verres, plastiques-aluminium » ,
- L'offre technique du titulaire constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant de priorité :
 - Le cadre de réponse technique (CRT)
 - Le mémoire technique des éléments relatifs aux exigences du CCTP ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord cadre listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Les originaux des documents listés ci-dessus sont conservés par l'acheteur et font seul foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité de l'accord cadre et les obligations de l'acheteur et du Titulaire.

Notification :

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché consiste en la remise de l'original ou d'une copie (en cas de signature manuscrite), délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement signé par les deux parties. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat : PLACE.

Du fait de l'apposition de la signature de l'acheteur sur l'acte d'engagement, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

Pièces à remettre au titulaire :

L'acheteur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord cadre.

4. DURÉE DE L'ACCORD CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification.
L'accord cadre est reconductible.

La notification de l'accord cadre déclenche la mise en place de la réunion de lancement et la phase de préparation de l'accord cadre à savoir les documents nécessaires à l'entrée sur zone ZRR, la liste des personnes travaillant sur le site du C2N et sur le site de Gif sur Yvette comme détaillé dans le CCTP.

Les prestations de l'accord cadre débutent à compter du 04/11/2024 pour une durée de 12 mois

- pour les prestations récurrentes selon les fréquences indiquées dans le CCTP
- pour les prestations occasionnelles « variables » à l'émission d'un bon de commande émis par le CNRS

4.1. Reconduction

L'accord cadre est reconductible tacitement 3 fois annuellement sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord cadre et ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas d'absence de reconduction. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

L'émission d'un bon de commande, durant la période de validité de l'accord cadre, peut avoir une durée d'exécution de 6 mois maximum, après l'expiration de la date de fin dudit accord cadre.

En cas de non reconduction :

Avant la fin de validité de l'accord cadre, le CNRS a la possibilité de mettre fin à ce dernier, en lui notifiant au moins deux mois (2 mois) avant la date anniversaire (date de notification) de l'accord cadre sa décision de non-reconduction via la plateforme PLACE. Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution.

En aucun cas la fin de l'accord cadre ne peut justifier l'interruption des prestations de l'exercice en cours : le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin des prestations en cours. Tout bon de commande émis pendant la durée de l'accord cadre doit se voir exécuté.

5. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

5.1. Obligation de confidentialité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, les prestations, objet du présent accord cadre, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne du CNRS, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.

L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent accord cadre. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée de l'accord cadre et notamment en cas de résiliation.

5.2. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/FCS, chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

Certaines données transmises par l'acheteur au titulaire en application du présent accord cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

L'acheteur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut-être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord cadre, conformément aux modalités exposées par l'accord cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables

6. ASSURANCES

La police d'assurance souscrite par le Titulaire doit garantir au minimum les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le Titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis du CNRS et des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réalisation des prestations objet du marché.

7. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE

Pas de seuil minimum fixé.

Les prestations confiées au titulaire seront exécutées en fonction du seuil maximum annuel suivant : 200 000,00 € H.T. Ce seuil correspond au montant maximum annuel que le CNRS pourra commander sous la forme de bon de commande annuel et de bon de commande occasionnel.

8. PRIX

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires fixés dans le bordereau de prix unitaire (BPU).

8.1 Contenu du prix

Les prix indiqués dans le BPU incluent tous les frais liés à l'exécution des prestations de l'accord cadre et décrites dans le CCTP et les autres documents contractuels.

Les prix du bordereau de prix unitaire sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'assurance, le conditionnement, le stockage éventuel, le transport, ainsi que toutes les prestations prévues au CCTP et les fournitures nécessaires, sous la responsabilité et à la charge du titulaire.

Il est réputé comprendre, également, toutes charges correspondantes à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans les conditions de l'accord cadre.

8.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord cadre (date de notification).

Mois d'établissement des prix

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres (mois d'août 2024). Ce mois est appelé " Mois Zéro - Mo".

Modalités de mise en œuvre : Le titulaire transmet à l'acheteur par voie électronique le nouvel indice calculé selon la formule paramétrique ci-dessous au moins 30 jours ouvrables avant la date fixée pour la révision des prix. Il y joint le tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués.

Lorsque l'acheteur accepte les nouveaux tarifs, le titulaire transmet le BPU de l'accord cadre actualisé des nouveaux tarifs.

En cas de retard de la demande du titulaire au-delà de 2 mois après la date anniversaire de l'accord cadre, la révision des prix est reportée à l'année suivante.

Variation dans les prix

En cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, il est fait usage de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations. La modification sera alors formalisée entre le titulaire et le CNRS. Le prix du marché est révisé, à la hausse comme à la baisse, selon la formule de révision ci-dessous.

Indice de référence :

- CPF 38.11 Identifiant 010764303: Production de l'industrie française – collecte des déchets non dangereux - source INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764303>
- ICHTrevTS Identifiant 001565187: coût horaire du travail révisé, tous salariés, pour la catégorie «Eau ; assainissement, déchets, dépollution» source INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565187>
- CPF 38.2 Identifiant 010764305: Production de l'industrie française traitement et élimination des déchets INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764305>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent par l'intermédiaire d'un avenant :

- d'adopter l'indice de remplacement
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Si une nouvelle série est mise à disposition sans modification de l'indice initialement prévu dans la formule, le titulaire et l'acheteur appliqueront celle-ci pour calculer la révision des prix sans établir d'avenant.

Formules paramétriques :

$$P = P_0 \times \left[\left(0,30 \times \frac{\text{CPF 38.11}}{\text{CPF 38.11o}} \right) + \left(0,40 \times \frac{\text{ICHT Rev TS}}{\text{ICHT Rev TSo}} \right) + \left(0,30 \times \frac{\text{CPF 38.2}}{\text{CPF 38.2o}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé hors TVA
P ₀	Prix hors TVA en valeur du mois de remise des offres.
CPF 38.11	Dernier indice disponible lors du mois de la révision du prix prévu dans le marché
CPF 38.11o	Index publié, le mois de la remise des offres. (août 2024)
ICHTrevTS	Dernier indice disponible lors du mois de la révision du prix prévu dans le marché.
ICHTrevTSo	Sa valeur sera celle de l'indice publié le mois de la remise des offres.
CPF 38.2	Dernier indice disponible lors du mois de la révision du prix prévu dans le marché
CPF 38.2o	Indice publié, le mois de la remise des offres.

N.B : Après calcul, le coefficient de révision sera arrêté à la 4ème décimale. Celle-ci sera arrondie à l'unité supérieure si elle dépasse le chiffre 5.

8.3 Evolutivité du bordereau de prix unitaires

Le bordereau de prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement) est évolutif et permet l'introduction de prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations. Celles-ci sont introduites dans le cadre de l'accord cadre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Ceux-ci sont introduits dans le cadre de l'accord cadre par voie d'avenant après accord du CNRS sur la tarification des nouvelles prestations et leur date de prise d'effet.

Les échanges avec le titulaire pour la notification de l'avenant s'effectuent via la plateforme dématérialisée PLACE.

8.4 Dispositions financières diverses

La monnaie de référence de l'accord cadre est l'euro.

8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

9. MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Avance

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS, une avance pourra être versée au titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement, dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution soit supérieur à deux mois, conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

Son montant sera égal à 5% du montant toutes taxes comprises TTC du bon de commande.

Au titre du présent accord cadre, l'article R.2191-7 du code de la commande publique s'applique : « Lorsque le titulaire de l'accord cadre public, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal (5%) de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat ».

Elle sera versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire de l'accord cadre n'ait de démarches préalables à effectuer.

Elle sera remboursable dès lors que le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint 50% TTC du montant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande conformément à l'article R2191-19 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire conformément à l'article R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures

Pour les prestations récurrentes dites « forfaitaires » le règlement des factures est mensuel au 1/12ème du montant annuel tel que défini dans le BPU pour le site de Gif sur Yvette et le site du C2N.

Pour les prestations occasionnelles, donnant lieu à l'émission d'un bon de commande CNRS à partir du BPU (variables), le règlement des factures est effectué après service c'est-à-dire après décision d'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, elle est rejetée par le CNRS. Le titulaire de l'accord cadre renvoie une nouvelle facture conforme.

9.2.1 Formalisation des demandes de paiement

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement :

- soit sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, le titulaire applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.
- soit sous format papier selon les indications du paragraphe suivant.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°180089013 03720) ;
- Le service de l'entité CNRS facturée :
 - pour le site de Gif sur Yvette : MOY400_CA - code division 2183
 - pour le site de Palaiseau C2N : UMR9001 - code division 3322
- Le numéro d'engagement juridique (numéro de l'accord cadre indiqué sur l'entête de l'acte d'engagement - ATTRI1) notifié par le CNRS.

Les factures doivent comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements complémentaires suivants :

- la désignation du titulaire (nom et adresse complète + siret) mentionnées lors de la notification de l'accord cadre,
- l'objet et le numéro de l'accord cadre CNRS ainsi que le numéro du bon de commande CNRS,
- la mention CNRS et le nom et adresse de l'unité : Campus de Gif sur Yvette et/ou le site de l'unité C2N à Palaiseau
- le numéro et la date de la facture,
- le numéro de la commande,
- la période facturée,
- la désignation des prestations : collecte, transport, la quantité, le poids et le prix en référence au BPU etc...
- la date de livraison/ exécution,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,

- le montant total TTC,
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire
- le nom de l'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement,
- la désignation du comptable assignataire de la dépense,

9.2.2 Modalités de paiement

Les modalités de paiement applicables au présent accord cadre résultent des dispositions des articles L2192-10, L2192-12 à L2192-14 et R.2192-10 et R.2192-12 à R2192-15 du Code de la commande publique ainsi qu'aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

**Monsieur le Délégué Régional CNRS Ile de France Gif sur Yvette.
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

Le comptable assignataire de la dépense est :

**L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette
Avenue de la Terrasse - 91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

En cas de groupement

L'article 12 du CCAG/FCS est applicable.

En complément de l'article 12 du CCAG/FCS, sur Chorus Pro, chaque membre du groupement doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire, désigné pour représenter les autres membres, prend connaissance des factures transmises par le ou les cotraitants.

Le cotraitant transmet sa demande de paiement dans Chorus Pro et doit identifier le mandataire.

Chorus Pro notifie au mandataire par courriel de la facture émise par le cotraitant pour validation.

En cas de refus de validation par le mandataire, le processus s'arrête et le cotraitant doit soumettre une nouvelle demande de paiement.

La facture n'est acheminée vers l'acheteur par le portail que si elle a été validée par le mandataire.

9.3 Délais de paiement

Les paiements des prestations réalisées sont réglés dans un délai global de paiement de 30 jours calendaires maximum à compter de la réception par le CNRS de la facture correspondante à la prestation réalisée.

La date de réception par le CNRS de la demande de paiement transmise sur le portail Chorus Pro correspond :

- lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au CNRS du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Le délai de paiement peut être suspendu par le CNRS s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Le comptable assignataire est celui qui est désigné dans l'acte d'engagement.

9.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

10. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

10.1 Réunion de lancement

Le Service Technique et Logistique du CNRS de Gif organise une réunion de lancement en présence du titulaire conformément à l'article 8.2 du CCTP.

Le plan de prévention sera établi lors de cette réunion pour chaque site. Le plan de circulation du site de Gif sur Yvette sera validé.

10.2 Période de préparation pour la réalisation des prestations de l'accord cadre

Le titulaire s'engage à suivre les conditions d'exécution du CCTP pour cette période et notamment :

Le titulaire sera tenu de transmettre la liste des personnes intervenant sur le site de Gif sur Yvette et le site du C2N pour établir les autorisations d'entrée en zone ZRR avant la prise d'effet des prestations de l'accord cadre ainsi que les certifications de conformités et de contrôle des matériels et de l'équipement prévu pour les prestations de l'accord cadre comme indiqué à l'article 12.2 du CCTP

Mise en place du matériel : le titulaire s'engage à livrer et installer à chaque point de collecte, selon les annexes 1, 2 et 3 du CCTP, le 04/11/2024 le nombre de contenants prévues par l'accord cadre conformément à l'article 16 du CCTP.

10.3 Organisation des prestations

Le titulaire s'engage à suivre l'organisation des prestations indiquée dans le CCTP notamment :

Des réunions de lancement puis trimestrielles sont prévues en présence du titulaire pour toute la durée de l'accord cadre conformément à l'article 8.3 du CCTP. Le titulaire transmet le compte rendu de la réunion au STL par messagerie électronique dans les 5 jours maximum suivant la réunion.

Le titulaire ouvre une fiche de dysfonctionnement selon l'article 12.3 du CCTP dès la constatation d'un dysfonctionnement (événements, dérives...) qui se produit lors de l'exécution des prestations de l'accord cadre. Cette fiche est transmise immédiatement par mail au Responsable du Service Technique et Logistique ou son représentant.

Le personnel dédié à l'exécution des prestations de l'accord cadre doit porter la tenue de l'entreprise ainsi que les équipements de protection individuels conformément à l'article 12.2 du CCTP.

Le titulaire adresse au STL, 24h maximum après chaque collecte, par messagerie électronique, le bordereau de pesée des déchets évacués conformément à l'article 7.1 du CCTP.

Le Titulaire s'engage à effectuer les collectes selon les fréquences mentionnées dans le CCTP et ses annexes et selon les conditions définies dans le cahier des charges techniques (CCTP).

Retrait des contenants en fin de période de l'accord cadre : le titulaire, en accord avec le service technique et logistique du CNRS, doit enlever l'ensemble des contenants lui appartenant après la dernière collecte prévue par une commande CNRS et selon les indications de l'article 16.2 du CCTP.

10.4 Les intervenants de l'accord cadre

Pour le titulaire : après notification de l'accord cadre, il confirme la désignation de l'interlocuteur dédié pour le suivi des prestations de l'accord cadre conformément à l'article 9.1 du CCTP.

Tout changement éventuel du personnel désigné par le titulaire est signalé au CNRS par courrier postal ou électronique, dans un délai de 15 jours avant la prise d'effet de ce changement.

Pour le CNRS : Le responsable du service technique et logistique (STL) du CNRS assure le pilotage des prestations pour toute la durée totale de l'accord cadre conformément à l'article 9.2 du CCTP.

10.5 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques

Les échanges d'informations émanant de l'acheteur vers le Titulaire sont adressés via la messagerie PLACE sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

Les échanges d'informations émanant du titulaire vers l'acheteur sont formulés par **voie électronique**, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification de l'accord cadre, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord cadre. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Après notification de l'accord cadre, pour les correspondances écrites et les réunions relatives à l'accord cadre, les langues autorisées sont le français ou l'anglais à la demande de l'acheteur. Un traducteur peut être nommé par le titulaire de l'accord cadre si nécessaire.

10.6 Lieu de livraison

Le titulaire doit connaître l'emplacement où sera livré les fournitures et où sera prévu l'enlèvement des déchets indiqués dans les annexes 1, 2 et 3 du CCTP.

Le titulaire doit avoir estimé toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et de l'usage qui en est. Le titulaire est informé que l'accès au site se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité.

2 sites :

- site du campus du CNRS de Gif , avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette
- site du laboratoire C2N, 10 Bd Thomas Gobert – 91120 Palaiseau

10.7 Modalités de passation des commandes :

Pour les prestations récurrentes, un bon de commande annuel est émis pour le site de Gif sur Yvette et le site du C2N relatif au montant total défini dans le bordereau de prix unitaire (dit forfaitaire) pour chaque site. Le paiement sera mensuel.

pour les prestations occasionnelles : les bons de commande sont émis par le CNRS (campus de Gif et le C2N), selon le bordereau de prix unitaire (variables), au fur et à mesure des besoins, pendant toute la durée de l'accord cadre.

Les bons de commande peuvent être adressés par tous moyens et jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, notamment par messagerie ou courrier postal avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le délai d'exécution est indiqué sur chaque bon de commande et commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

En cas de problème ou d'impossibilité à livrer dans les délais, le titulaire devra prévenir par messagerie électronique le représentant habilité du prescripteur dans les 24 heures.

10.8 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le CNRS a la possibilité d'activer une ou plusieurs modifications dans le présent accord cadre en cours d'exécution quel qu'en soit le montant mais sans toutefois pouvoir en changer la nature globale.

Ces modifications concernent :

- la révision des prix annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre (selon les conditions de l'article 8.2 du présent document).
- l'intégration, la modification ou la suppression de nouvelles prestations nécessaires au bon achèvement des prestations et prévues dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Ces modifications peuvent être liées à la réglementation applicable ou à des mouvements internes au CNRS dans les locaux administratifs et laboratoires.
- La modification des lieux de collecte du fait de l'ajout, fusion ou la fermeture d'unité liés à son activité dans le périmètre de l'accord cadre
- la variation dans les prix, en cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, aux modifications

10.9 Clauses de sureté

Si le titulaire ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il rechercherait avec le CNRS toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par ce cas de force majeure.

11. CLAUSE SOCIALE

11.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur de :

100 heures de clause sociale d'insertion par an.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

11.2 - Les publics visés

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

11.2-1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;

- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

11.2-2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte Handicapé (AAH), de l'allocation de l'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement par le facilitateur à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

11.3- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS notamment :

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;

- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Ainsi, afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, Le CNRS en Île-de-France Gif sur Yvette a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par le Pôle Achats Responsables de la MEIF Paris Saclay qui doit être sollicité en prenant contact avec le facilitateur des clauses d'insertion :

Pôle Achats Responsables - MEIF
Téléphone : 07.60.76.29.24/ 06 68 07 06 01
E-Mail : i.fofana@meif.fr - s.nifa@meif.fr - m.maquin@meif.fr

Dans les 10 jours qui suivent la notification du marché, le titulaire prendra contact avec le pôle Achats responsables de la MEIF.

11.4-Modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), d'une entreprise adaptée (EA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

11.5-Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
 - A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois selon nature de l'activité.
 - Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois.
- Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants [exemple : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. ». Traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.
- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action de l'insertion.

11.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

11.7. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

- Comptabilisation des heures de formation

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion. En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

11.8. Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à m. maquin@meif.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

11.9. Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques,
 - établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
 - qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le

titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

1/ Pour limiter la consommation de papier, toute documentation est fournie sur support électronique selon les modalités indiquées à l'article 10.5 du présent CCAP.

2/ Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ces exigences, des pénalités s'appliquent conformément à l'article 16 du présent CCAP.

13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1 opérations de vérification

Conformément à l'article 27.1 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont exécutées par chaque unité et consistent à vérifier la conformité des prestations réalisées en lien avec les exigences des prestations décrites dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'unité n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

13.2 Déroulement des opérations de vérification

Les articles 28.1 et 29 du CCAG/FCS s'appliquent.

Le déroulement des opérations de vérification sont effectuées par chaque unité ayant émis un bon de commande, dans les conditions des articles 28.1 et 28.3 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'unité effectue, les opérations de vérification dans un délai de 15 jours après l'exécution des prestations de services effectuées.

13.3 Décision après vérification

L'unité ayant émis un bon de commande effectue les opérations de vérification sur les prestations effectuées et établit une Décision.

Au terme de la phase des opérations de vérification l'unité notifie au titulaire par tous les moyens écrits sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

Si cette décision n'est pas notifiée au terme des délais de vérification, les prestations sont réputées réalisées et conformes aux exigences du bon de commande, sans qu'aucune formalité particulière ne soit nécessaire. C'est une réception tacite.

14. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION

14.1 Modifications techniques mineures

Des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord cadre.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire de l'accord cadre lors de la mise en concurrence.

14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord cadre est portée impérativement à la connaissance de l'acheteur par courriel.

Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

14.2.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession de l'accord cadre ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'acheteur par écrit. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord cadre par l'acheteur et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

14.2.2 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer l'acheteur par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations. Les situations entraînant une cession de l'accord cadre et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 22.1 du présent document.

15. SOUS TRAITANCE

15.1 Dispositions générales

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L.2193-3 à L.2193-7 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations de l'accord cadre à condition d'avoir obtenu préalablement de la part de l'acheteur l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité de l'accord cadre est interdite.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord cadre vis-à-vis de l'acheteur.

15.2 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution de l'accord cadre, avoir recours à un ou des sous-traitant(s), remet au service de l'acheteur de la délégation Ile de France Gif sur Yvette :

- La déclaration du sous-traitant (DC4) dûment signée en original par le titulaire et par le sous-traitant, téléchargeable sur le site du Ministère de l'Economie et Finances <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- La déclaration du candidat sous-traitant (DC2)
- Les attestations fiscales et sociales à jour
- A minima les capacités et références professionnelles
- L'attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité
- Un RIB,
- KBIS de moins de trois mois,

Cet agrément ne sera recevable que sous réserve que la demande soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acceptation finale du sous-traitant par l'acheteur et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions contractuelles que le titulaire. Toutefois, le titulaire est le seul responsable auprès de l'acheteur des approvisionnements de ses fournisseurs et de l'exécution de l'accord cadre.

Tout changement, pour quelque raison que ce soit, de l'un des sous-traitants, de la nature ou de la quantité du travail sous-traité, doit obtenir au préalable l'accord écrit de l'acheteur, sous la forme de notification de l'avenant spécial de sous-traitance concerné.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acheteur peut refuser le sous-traitant proposé qui ne présenterait pas les capacités suffisantes pour l'exécution des prestations sous-traitées. Il peut également refuser la sous-traitance de toute opération de sous-traitance qui revête le caractère de « tâches essentielles de l'accord cadre » au sens de l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

15.3 conditions de paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant qui entend bénéficier du paiement direct adresse sa demande au titulaire sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose directement auprès de lui contre récépissé. Cette demande de paiement direct doit correspondre au solde des prestations ou travaux effectués ou à un acompte.

A compter de l'accomplissement de cette formalité, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la demande de paiement direct. Pour ce faire, il examine la demande et vérifie si elle correspond aux prestations qui ont effectivement été exécutées par le sous-traitant. Le titulaire peut accepter la totalité des pièces justificatives, une partie des pièces justificatives et en rejeter certaines ou bien rejeter l'ensemble de la demande.

Une fois sa décision prise, le titulaire la notifie au sous-traitant et à l'acheteur. En cas d'acceptation expresse, il joint à la facture adressée à l'acheteur ou son représentant une attestation et indique le montant des sommes à prélever au profit du sous-traitant.

Dans l'hypothèse où le titulaire oppose un refus de paiement direct au sous-traitant, il doit motiver sa décision auprès du sous-traitant et de l'acheteur.

L'acheteur n'a pas à apprécier la légalité du motif invoqué par le titulaire à l'appui de son refus. A l'issue du délai de 15 jours, le titulaire qui ne s'est pas manifesté est réputé avoir accepté la demande de paiement direct adressée par le sous-traitant.

En parallèle de la demande adressée au titulaire, le sous-traitant adresse sa demande à l'acheteur, qu'il accompagne des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

A la réception de cette demande, l'acheteur adresse alors à son tour, et sans délai, au titulaire de l'accord cadre une copie des factures produites par le sous-traitant. Il informe par la suite le titulaire du paiement direct du sous-traitant auquel il a procédé pour les prestations que ce dernier a exécutées.

Cette demande parallèle adressée à l'acheteur permet au sous-traitant de se prémunir contre l'éventuelle négligence du titulaire dans la transmission de la demande de paiement à l'acheteur et d'exiger de ce dernier le paiement des prestations qu'il a exécutées. Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord cadre n'a ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant dans le délai de 15 jours imparti suivant sa réception, ni transmis celle-ci à l'acheteur, le sous-traitant qui n'a pas transmis en parallèle sa demande de paiement à l'acheteur ne pourra prétendre au paiement direct et aucun intérêt moratoire ne pourra être réclamé⁸⁵. Cette transmission parallèle permet en effet à l'acheteur de s'assurer que la demande de paiement a bien été adressée au titulaire et de connaître la date à compter de laquelle, sans manifestation de sa part, il doit procéder au paiement direct du sous-traitant.

15.4 Obligations du titulaire

Le Titulaire reste personnellement responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et il demeure le seul interlocuteur de l'acheteur. Il assume donc entièrement seul pendant la durée de l'accord cadre, devant l'acheteur comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée aux prestations pour lesquelles il est engagé.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance est agréée par l'acheteur, le Titulaire doit :

- S'assurer que son sous-traitant dispose notamment des capacités techniques, professionnelles et financières ou de sécurité d'information ou de sécurité d'approvisionnement pour exécuter à bien les prestations que le Titulaire lui confie, aussi bien quantitativement que qualitativement ;
- S'engager à répercuter à son sous-traitant, au titre de son contrat de sous-traitance, l'ensemble des obligations contractuelles définies au présent accord cadre, en particulier celles propres aux prestations qu'il exécutera.

L'autorisation de sous-traitance partielle ne libère pas le Titulaire de ses obligations contractuelles. Le Titulaire répond de tout manquement d'un de ses sous-traitants ou de tout autre intervenant de son fait ou du fait de ses sous-traitants.

16. PENALITES

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable alors les pénalités de retard s'appliquent.

Le montant des pénalités de retard d'exécution ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

Pour chaque bon de commande, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €. Les pénalités sont calculées de la façon suivante.

Par dérogation à l'article 14.1.1. les pénalités sont calculées de la façon suivante :

Pénalités pour retard dans l'exécution :

Objet de la pénalité	Motif	Montant de la pénalité appliquée
Horaires de collecte	Horaires non respectés	500€ Par heure de retard
Mise en place de conteneurs et des bornes 3m3 le 04/11/2024	Mise en place non effectuée à la date prévue par l'accord cadre	50€ Par jour de retard et par conteneur et/ou borne"
Conteneur défaillant (capot / roue HS / conteneur fissuré)	Non remplacé à compter du 14ème jour du mail envoyé au titulaire par le CNRS	50€ Par jours de retard
Bennes non disponible	Au-delà de 7 jours à compter du mail envoyé au titulaire par le CNRS	100€ Par jours de retard
Dépôt de benne	Pas de dépôt le jour prévu sans que le titulaire en ait avisé le CNRS par mail	500€ Par jours de retard
Retrait de benne	Pas de retrait le jour prévu sans que le titulaire en ait avisé le CNRS par mail	200€ Par jours de retard
Transmission du bordereau de pesée après chaque collecte.	Bordereau de pesée non transmis par le titulaire au CNRS	200€ Par heure de retard

Les pénalités sont libératoires, interdisant à l'acheteur de réclamer toute indemnité supplémentaire au titre des préjudices qu'elles couvrent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation de l'accord cadre.

Les autres pénalités prévues à l'accord cadre sont :

Objet de la pénalité	Motif	Montant de la pénalité appliquée
Collecte conteneurs et/ou bornes sur l'ensemble du campus de Gif sur Yvette	Pas de collecte le jour prévu sans que le titulaire en ait avisé le CNRS par mail	1 000€ Par constat
Collecte conteneurs passage du vendredi au Bâtiment 200 (campus Gif)	Pas de collecte le jour prévu sans que le titulaire en ait avisé le CNRS par mail	500€ Par constat
Collecte conteneurs au C2N	Pas de collecte le jour prévu sans que le titulaire en ait avisé le CNRS par mail	1 000€ Par constat
Collecte conteneurs pour l'ensemble des sites Gif + C2N	Conteneur pas collecté	50€ Par conteneur
EPI	Non-respect du port des EPI	200€ Par manquement
Conteneurs + blocage des roues	Remise en place des conteneurs avec blocage des roues non effectué	100€ Par constat et par conteneurs
Déchets tombés au sol	Non ramassés	200€ Par constat et par point de collecte
Justificatif du traitement des déchets	En cas de non-transmission au CNRS (à sa demande) de justification de traçabilité de traitement des déchets issus de l'exécution des prestations	100,00 € par absence de bordereau de suivi des déchets
Réunion dans le cadre de l'exécution des prestations	Absence à une réunion non justifiée	150,00 € par absence
Constatation d'un dysfonctionnement	En cas d'absence de transmission d'une fiche de dysfonctionnement par le titulaire au CNRS	100€ par absence de transmission

Pénalités liées à l'insertion sociale

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	50 euros par heure non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	50 euros par absence

Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle.	100 euros par jours de retard et par document (jour calendaire)
--	---

Pour les pénalités liées à l'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 11.5. « Contrôle de l'action d'insertion » du présent document. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Retard dans l'exécution des prestations du marché

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport aux délais contractuels, le CNRS lui adresse préalablement, par voie électronique selon les modalités fixées à l'article 10.5 (Modalités des échanges) du présent CCAP, un courrier de mise en demeure l'invitant à exécuter la prestation concernée ou à présenter ses observations dans le délai imparti par le CNRS :

- 1) Si le Titulaire exécute la prestation dans le délai imparti par le CNRS dans sa mise en demeure, les pénalités pour retard ne sont pas appliquées ;
- 2) Si le Titulaire n'exécute pas la prestation ou ne présente pas ses observations dans le délai imparti dans la mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être initialement remis ;
- 3) Si le Titulaire présente ses observations dans le délai imparti, sans avoir exécuter les prestations, le CNRS peut, à sa discrétion :
 - ne pas appliquer les pénalités de retard et proroger le délai d'exécution de la prestation ;
 - appliquer les pénalités de retard (le cas échéant en les modulant sensiblement à la baisse) et proroger le délai d'exécution de la prestation : les pénalités applicables portent alors sur la période de retard qui court à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait dû être initialement remis jusqu'au jour où le CNRS reçoit les observations du Titulaire.
La prorogation du délai d'exécution de la prestation donne lieu à l'établissement d'un planning actualisé d'exécution répondant aux conditions d'exécutions des prestations de l'accord cadre.
 - rejeter les observations du Titulaire : dans ce cas, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessus, à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait initialement dû être remis.

17. RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Le chapitre 7 du CCAG/FCS s'applique (article 38 à 45 du CCAG/FCS).

18. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE

18.1 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CNRS.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CNRS sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission. Ces échanges doivent être contractualisés par écrit entre les deux parties.

18.2 Obligation du titulaire

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements décrits dans les documents contractuels de l'accord cadre. Il se doit de réaliser les prestations de l'accord cadre conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de la profession.

Si le Titulaire ne respecte pas ces obligations, il peut se voir opposer la résiliation pour faute de l'accord cadre.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat s'agissant notamment du respect des engagements et des délais fixés par l'accord cadre.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations demandées et apprécie sous sa responsabilité les informations, notamment techniques dont il a besoin de disposer pour assurer la bonne exécution des prestations objets de l'accord cadre.

Notamment :

- Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations qui lui sont confiées dans les conditions des documents contractuels listés dans l'accord cadre et conformément aux exigences de l'acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de manière professionnelle et avec tout le soin requis et, en particulier à se conformer aux documents contractuels et aux règles de l'art applicables à son activité professionnelle, pour le type de prestations effectuées et aux éventuelles spécifications communiquées par l'acheteur ;
- Le Titulaire est responsable des fautes que son personnel pourrait être amené à commettre dans l'exécution des prestations ;
- Le Titulaire assume la responsabilité des méthodes et procédés de la qualité, du suivi et de l'encadrement de son propre personnel et de l'organisation pratique des prestations ;
- Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur, dans les plus brefs délais, de toute difficulté, au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre ;
- Le Titulaire contrôle tous les documents ou informations qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'engage à mettre en garde l'acheteur sur toute anomalie ou omission relevée.

18.3 Respect des dispositions du code du travail

En apposant sa signature sur l'acte d'engagement de l'accord cadre, le titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit accord cadre, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

L'acheteur s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée à l'acheteur

Le titulaire transmet tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord cadre les pièces prévues aux articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail et L.243-15 du code de la sécurité sociale sous peine de résiliation de l'accord cadre par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure.

18.4. Documents à fournir en cours d'exécution

En cours d'exécution de l'accord cadre, le Titulaire s'il est installé en France doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

En outre, le Titulaire doit présenter chaque année une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et l'adresser à l'acheteur par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification de l'accord cadre.

19. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

19.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)

Certaines zones des unités sont des ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès pour les visiteurs est réglementé avec des conditions particulières pour accéder au site. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ces conditions.

Seul, le personnel intervenant dans les zones ZRR des unités doit être préalablement autorisé à accéder aux zones protégées. L'instruction d'un dossier de demande d'autorisation, pour les cas les plus complexes, est estimée à 10 semaines.

19.2 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal citées à l'article 5 du CCAG/FCS et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

19.3 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels de l'acheteur l'exige, l'acheteur peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications de l'acheteur à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé ;
- Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
- Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord cadre.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux bâtiments concernés par l'objet du présent accord cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux bâtiments concernés par l'objet du présent accord cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

19.4 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes de l'accord cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'accord cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations de l'accord cadre, ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par l'accord cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre de l'accord cadre. L'exécution de l'accord cadre peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre de l'accord cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord cadre à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'accord cadre sont restitués au CNRS.

Aucune donnée de l'accord cadre ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers sans le consentement express et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord cadre.

20. RESPONSABILITE ET GARANTIE

20.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause.

En cas de dommage causé sur les biens de l'acheteur par le Titulaire lors de l'exécution de l'accord cadre, la procédure suivante est mise en place :

- L'acheteur constate le dommage, se prononce sur le caractère réparable du dommage et définit, le cas échéant, les actions correctives. Ces éléments sont consignés dans un procès-verbal d'incident qui est transmis au Titulaire ;
- Si le dommage est réparable :
 - Le Titulaire propose à l'acheteur de procéder, aux frais du Titulaire, à une réparation selon les modalités et les délais qu'il convient avec l'acheteur ;
 - Si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et les délais d'intervention pour effectuer la réparation, l'acheteur peut décider de faire réparer le dommage par un tiers, aux frais du Titulaire, sur présentation de la facture.

21. GARANTIES FINANCIERES

Les stipulations des articles R 2191-32 à R 2191-44 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'appliquent pas au présent accord cadre

22. STIPULATION PARTICULIERE

Toute modification par le titulaire sur l'ensemble des pièces contractuelles de l'accord cadre est nulle et non avenue.

23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du présent CCAP sont conformes au régime de propriété intellectuelle du chapitre 6 du CCAG/FCS (article 34 à 37 du CCAG/FCS)

24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

24.1 Règlement amiable

L'article 46 du CCAG FCS s'applique.

24.2 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord cadre, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

25. REDRESSEMENT JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS

L'article 39.2 du CCAG/FCS s'applique.

26. DISPOSITIONS DIVERSES

26.1 Cession de l'accord cadre

Par cession de l'accord cadre, il est entendu tout remplacement du Titulaire par un tiers à l'accord cadre, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express de l'acheteur qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés du Titulaire au stade du dossier de candidature.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

La cession de l'accord cadre acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

26.2. Droit applicable

Le droit applicable au présent accord cadre est le droit français.

26.3 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :
Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette
Agent Comptable Secondaire
Service Financier Achats et Comptable
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

26.4. Mauvaise interprétation de l'accord cadre

Si, après notification de l'accord cadre, le titulaire découvre qu'il a mal interprété le CCTP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des présentes spécifications techniques et le titulaire devra exécuter les travaux en conformité avec le CCTP et sans coût additionnel.

Durant l'exécution de l'accord cadre, toute évolution des spécifications techniques demandée par le titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite et soumise à la validation de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces propositions sans devoir justifier sa décision.

27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Toutes les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent au présent accord cadre sauf stipulations dérogatoires prévues dans les clauses particulières du présent CCAP, selon le tableau récapitulatif ci-après :

Articles du CCAP :	Articles du CCAG/FCS :
3	4 et 4.2.1.
9.2	11.6
13.1	27.3
16	14.1.1.